

# SENATO DELLA REPUBBLICA

---

XVII LEGISLATURA

---

Doc. **XII-quater**  
N. 21

## ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Risoluzione n. 421

---

Contrastare le campagne di propaganda  
e disinformazione della Russia

---

*Trasmessa il 26 ottobre 2015*

---

## NATO PARLIAMENTARY ASSEMBLY

### RESOLUTION n. 421

#### Countering Russia's propaganda and disinformation campaigns <sup>(\*)</sup>

The Assembly,

1. *Alarmed* by the intensity of Russia's propaganda and disinformation policies towards its own population, its neighbourhood and beyond, using various local media outlets to spread anti-Western sentiment, hate speech, homophobia and xenophobia, which aim to weaken Euro-Atlantic solidarity, to justify aggression against neighbours and to obstruct their Euro-Atlantic integration as well as to boost the popularity of Putin's regime;

2. *Denouncing* Russia's misuse of the open and pluralistic nature of the free world's media scene, while its own media space remains under the tight control of the government;

3. *Aware* that Russia's policy arsenal to influence and manipulate opinion abroad includes, among other techniques, creating confusion in the information space by spreading unverified information and conspiracy theories; disseminating completely fabricated reports; employing so-called Internet trolls; infiltrating the expert and NGO scenes as well as « compatriot » com-

munities; promoting a distorted version of history; and increasing Russia's footprint in foreign media space;

4. *Convinced* that Russia's propaganda campaigns pose both an immediate and a long-term challenge that requires an active response by Allies, including the promotion of strong counter-narratives;

5. *Stressing* that this response should not include counter-propaganda, and must remain faithful to the values of democracy, human rights and freedom of the media;

6. *Commending* the efforts of NATO and the EU to address this challenge, in particular the work of NATO's Public Diplomacy Division, including its increased assistance to Ukraine; the inauguration of the NATO Strategic Communications Centre of Excellence in Riga; the preparation of the EU Action Plan on Strategic Communication; as well as the national efforts of NATO and EU member states and Eastern European partners;

7. *URGES* the member governments and parliaments of the North Atlantic Alliance:

a. to further reinforce relevant bodies within NATO and the EU in order to enhance their ability to respond swiftly to the most blatant cases of disinformation,

(\*) Presented by the Committee on the Civil Dimension of Security and adopted by the Plenary Assembly on Monday 12 October 2015, Stavanger Norway.

including the revision of policies regarding classified intelligence information such as satellite imagery to allow public diplomacy officers to use less sensitive information;

b. to facilitate the development of a coherent set of arguments refuting myths cultivated by Moscow;

c. to establish platforms for the exchange of best national practices among the Euro-Atlantic community and for flagging potential information security threats;

d. to revisit legislation that strengthens legal counter-measures such as imposing fines for the use of hate speech and clear disinformation;

e. to encourage the world's leading media outlets to develop a set of high journalistic standards and encourage independent global watchdogs to monitor how these standards are being followed;

f. to support international and national media initiatives in the Russian language, including launching a commonly-

funded engaging and dynamic Russian-language TV channel;

g. to revisit legislation in order to increase transparency of the funding of the media, NGOs and think tanks;

h. to continue applying individual travel sanctions against the most active propagandists;

i. to promote innovative and inexpensive measures such as the greater use of humour;

j. to invest in research and education on how to recognise, report and react to orchestrated « trolling » attacks;

k. to increase capacity building assistance to partner countries including Georgia, the Republic of Moldova and Ukraine in the field of strategic communications;

l. to support the work of professional historians who can provide credible responses to pseudo-scientific theories propagated by Moscow;

m. to encourage grass-roots civic initiatives that expose disinformation.

## ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

### RESOLUTION n. 421

#### Le réponse aux campagnes de propagande et de désinformation de la Russie <sup>(\*)</sup>

L'Assemblée,

1. *Alarmée* par l'intensité des politiques de propagande et de désinformation menées par la Russie à l'égard de sa propre population, de son voisinage et au-delà, à savoir l'utilisation de divers organes d'information locaux pour diffuser un sentiment anti-occidental ainsi qu'un discours haineux, homophobe et xénophobe, qui visent à affaiblir la solidarité euro-atlantique, à justifier l'agression commise contre ses voisins et à faire obstacle à leur intégration euro-atlantique, ainsi qu'à rehausser la popularité du régime de Poutine;

2. *Dénonçant* l'utilisation abusive par la Russie du caractère ouvert et pluraliste de la scène médiatique du monde libre alors que son propre espace médiatique demeure étroitement contrôlé par le gouvernement;

3. *Constatant* que l'arsenal politique utilisé par la Russie pour influencer et manipuler l'opinion publique à l'étranger consiste, entre autres techniques, à semer la confusion au sein de l'espace médiatique par la diffusion d'informations non vérifiées et de théories du complot; la dissé-

mination de récits inventés de toutes pièces; le recours à ce que l'on appelle des trolls sur Internet; l'infiltration des milieux d'experts et des ONG, ainsi que des communautés de « compatriotes »; la présentation d'une version déformée de l'histoire; et enfin, le renforcement de l'empreinte russe dans l'espace médiatique étranger;

4. *Convaincue* que les campagnes de propagande de la Russie constituent un défi tant immédiat qu'à long terme qui exige une réponse énergique de la part des Alliés, notamment la diffusion de messages forts pour rétablir la vérité;

5. *Insistant* sur le fait que cette réponse ne doit pas inclure de la contre-propagande et doit rester fidèle aux valeurs que sont la démocratie, les droits humains et la liberté des médias;

6. *Saluant* les efforts déployés par l'OTAN et l'UE pour relever ce défi, en particulier: les travaux de la division Diplomatie publique de l'OTAN, notamment son aide accrue à l'Ukraine; l'inauguration à Riga du Centre d'excellence de l'OTAN pour la communication stratégique; la préparation du plan d'action de l'UE sur la communication stratégique; enfin, les efforts nationaux des Etats membres de l'OTAN et de l'UE, ainsi que des pays partenaires d'Europe orientale;

(\*) Présentée par la Commission sur la dimension civile de la sécurité et adoptée par l'Assemblée plénière, le lundi 12 octobre 2015, à Stavanger, Norvège.

7. *INVITE INSTAMMENT* les gouvernements et les parlements des pays membres de l'Alliance atlantique:

a. à renforcer davantage les organes compétents de l'OTAN et de l'UE afin d'améliorer leur capacité à réagir rapidement aux cas les plus flagrants de désinformation, notamment en révisant les politiques appliquées à l'égard des renseignements classifiés, tels que les images satellites, de façon à permettre aux agents de la diplomatie publique d'utiliser des informations moins sensibles;

b. à faciliter l'élaboration d'une liste cohérente d'arguments réfutant les mythes entretenus par Moscou;

c. à créer des plateformes permettant aux membres de la communauté euro-atlantique d'échanger les bonnes pratiques nationales et de mettre en évidence les menaces éventuelles en matière de sécurité de l'information;

d. à revoir la législation de manière à renforcer les mesures répressives, par exemple en imposant des amendes en cas de discours haineux et de désinformation évidente;

e. à encourager les principaux organes d'information internationaux à mettre au point un ensemble de normes journalistiques de haut niveau, et à exhorter les organisations mondiales indépendantes de surveillance à suivre la façon dont ces normes sont appliquées;

f. à soutenir les initiatives nationales et internationales d'information en langue russe, notamment le lancement d'une chaîne de télévision attrayante et divertissante financée collectivement;

g. à revoir la législation en vue d'accroître la transparence du financement des médias, des ONG et des groupes de réflexion;

h. à continuer à appliquer des sanctions individuelles sous forme de restrictions de déplacement à l'encontre des propagandistes les plus actifs;

i. à privilégier les procédés innovants et peu coûteux, par exemple le recours plus fréquent à l'humour;

j. à investir dans la recherche et la formation, sur la façon de reconnaître les attaques orchestrées de trolls, les signaler et y faire face;

k. à accroître l'aide au renforcement des capacités des pays partenaires comme la Géorgie, la République de Moldova et l'Ukraine dans le domaine des communications stratégiques;

l. à soutenir les travaux des historiens professionnels pouvant fournir des réponses crédibles aux théories pseudo-scientifiques véhiculées par Moscou;

m. à encourager les initiatives citoyennes qui révèlent les informations mensongères.

## ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

### RISOLUZIONE n. 421

Contrastare le campagne di propaganda e disinformazione della Russia (\*)

L'Assemblea,

1. *Allarmata* dall'intensità delle politiche di propaganda e di disinformazione adottate della Russia nei confronti della sua stessa popolazione, dei suoi vicini e oltre, con l'utilizzo di vari media locali per diffondere sentimenti anti-occidentali, istigazione all'odio, omofobia e xenofobia, politiche che mirano a indebolire la solidarietà euroatlantica, a giustificare l'aggressione dei paesi vicini, ad ostacolare la loro integrazione euroatlantica e a promuovere la popolarità interna del regime di Putin;

2. *Denunciando* l'abuso, da parte della Russia, della natura aperta e pluralistica del panorama dei mezzi d'informazione del mondo libero, mentre i media nazionali restano sotto il controllo serrato del governo;

3. *Consapevole* che l'arsenale politico di cui si avvale la Russia per influenzare e manipolare l'opinione pubblica all'estero include, tra l'altro, la generazione di confusione nello spazio informativo con la diffusione di informazioni e teorie cospirazioniste non verificate, di rapporti completamente artefatti, l'impiego dei cosiddetti « troll » in rete, l'infiltrazione negli ambienti di esperti e ONG e nelle comunità dei « compatrioti », la promozione di una visione distorta della storia e la crescente impronta russa nello spazio dei media esteri;

4. *Convinta* che le campagne di propaganda russe costituiscano una sfida sia immediata che di lungo termine che richiede una risposta attiva da parte degli Alleati, compresa la promozione di una solida contro-retorica;

5. *Sottolineando* che tale risposta non dovrebbe includere una contro-propaganda, restando anzi fedele ai valori di democrazia, diritti umani e libertà dei mezzi di comunicazione;

6. *Plaudendo* agli sforzi profusi dalla NATO e dall'Unione europea per far fronte a questa sfida, segnatamente al lavoro svolto dalla divisione Diplomazia pubblica dell'Organizzazione – compresa la sua maggiore assistenza all'Ucraina, all'inaugurazione del Centro d'eccellenza per le comunicazioni strategiche della NATO a Riga, alla predisposizione del Piano d'azione dell'UE sulla comunicazione strategica e alle misure nazionali intraprese dagli Stati membri della NATO e dell'UE e dai partner dell'Europa orientale;

(\*) Presentata dalla Commissione sulla dimensione civile della sicurezza e adottata dall'Assemblea plenaria lunedì 12 ottobre 2015 a Stavanger Norvegia.

7. *ESORTA* i governi e i parlamenti membri dell'Alleanza nordatlantica:

a. a rafforzare ulteriormente gli organismi competenti della NATO e dell'UE per migliorare la loro capacità di rispondere rapidamente ai casi più eclatanti di disinformazione, compresa la revisione delle politiche che riguardano le informazioni d'intelligence segretate, per esempio le immagini satellitari, per consentire ai funzionari della diplomazia pubblica di utilizzare informazioni meno sensibili;

b. a facilitare lo sviluppo di un insieme coerente di argomentazioni per confutare i miti alimentati da Mosca;

c. a istituire piattaforme per lo scambio delle migliori pratiche nazionali tra i membri della comunità euroatlantica e per la segnalazione di potenziali minacce alla sicurezza dell'informazione;

d. a rivedere la legislazione che rafforza le contromisure giuridiche, per esempio l'imposizione di sanzioni pecuniarie per l'incitamento all'odio e l'evidente disinformazione;

e. a incoraggiare i principali mezzi d'informazione mondiali a sviluppare una solida deontologia giornalistica e a favorire l'istituzione di organi di vigilanza mondiali indipendenti affinché monitorino il rispetto della stessa;

f. a sostenere le attività dei media internazionali e nazionali in lingua russa, anche lanciando un canale televisivo in lingua russa coinvolgente e dinamico che benefici di finanziamenti comuni;

g. a rivedere la legislazione per incrementare la trasparenza del finanziamento di media, ONG e gruppi di riflessione (« think tank »);

h. a continuare ad applicare sanzioni sui viaggi individuali contro i propagandisti più attivi;

i. a promuovere misure innovative e poco costose, per esempio un maggior ricorso all'umorismo;

j. a investire nella ricerca e nell'istruzione, per poter riconoscere e denunciare gli attacchi dei cosiddetti « troll » e reagire agli stessi;

k. a incrementare l'assistenza per il rafforzamento delle capacità ai paesi partner come la Georgia, la Repubblica di Moldova e l'Ucraina nel campo delle comunicazioni strategiche;

l. a sostenere il lavoro degli storici di professione, che possono fornire risposte credibili alle teorie pseudo-scientifiche diffuse da Mosca;

m. a incoraggiare le iniziative civiche di base che denunciano la disinformazione.

€ 1,00



\*170124013280\*